

La justice sociale d'abord

C'est un projet résolument positif que défendent les candidats socialistes aux Législatives. Un projet qui s'appuie, prolonge et amplifie l'action des gouvernements qui se sont succédés depuis 2012.

L'état des finances publiques permet d'envisager des investissements dans des secteurs d'avenir comme la recherche, pour inventer l'industrie du futur mais aussi dans la transition énergétique qui conduira à réduire les factures d'énergie des ménages.

La plate-forme législative insiste fortement sur la transition écologique et énergétique, et sur la place que doivent prendre les énergies marines renouvelables dans le nouveau mix énergétique français, qui doit voir baisser fortement les parts des énergies fossiles et du nucléaire et augmenter celles des énergies propres.

Les candidats socialistes s'engagent à maintenir l'éducation comme premier budget de la nation. Dans le prolongement de l'action engagée depuis 2012, de nouveaux recrutements d'enseignants seront effectués.

Pour la réussite scolaire de tous, un seuil maximum de 25 élèves sera instauré en CP, CE1 et CE2. Pour les 12 000 classes des territoires de l'éducation prioritaire et en Outre-mer, ce taux maximum sera fixé à 12.

La jeunesse demeure la priorité pour les candidat.es socialistes qui s'engagent à poursuivre la revalorisation des bourses universitaires, la construction de logements universitaires et la mise en place d'une dotation d'un capital de départ de 10 000 euros pour chaque jeune adulte.

La justice
Sociale 
D'ABORD!

Pour des Parlementaires utiles

Les budgets de la sécurité et de la justice seront aussi soutenus. 10 000 postes seront créés dans la police et la gendarmerie. Le renseignement territorial, indispensable pour anticiper les actes violents ou terroristes bénéficiera des moyens nécessaires. La police de proximité, mise en place sous le gouvernement Jospin mais cassée par la droite avant d'avoir pu démontrer son efficacité, sera rétablie.

L'action en faveur des personnes âgées sera également poursuivie et amplifiée en augmentant l'APA et le minimum vieillesse ou en permettant, grâce à un crédit d'impôt, d'adapter les logements afin de favoriser le maintien à domicile. En outre, une allocation spécifique pour l'aide aux aidants et aux familles sera instaurée.

Pour l'inclusion des personnes en situation de handicap, des AVS (Assistant.es de vie scolaire) seront recruté.es. L'allocation adulte handicapé sera revalorisée et l'autisme sera mieux pris en charge.

Les candidat.es socialistes aux Législatives entendent, dans la prochaine assemblée, être utiles en mettant en œuvre une politique de progrès social.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 1/6/2017



Indigne !

En mettant en cause Bernard Cazeneuve dans la mort de Rémi Fraisse, Jean-Luc Mélenchon a clairement franchi les limites du supportable. Ministre de l'Intérieur dans une période difficile, Bernard Cazeneuve a su faire preuve de sang-froid, de rigueur et d'autorité.

En tenant des propos injustes et diffamatoires, le chef de file de La France insoumise a révélé qu'il n'a pas la carrure d'un homme d'État. Tout juste celle d'un agitateur prêt à tout pour faire parler de lui. En outre, celui qui prétend donner des leçons de gauche à la terre entière reprend presque mots pour mots des arguments et des expressions utilisés habituellement par l'Extrême-droite...

Bernard Cazeneuve a eu parfaitement raison de porter plainte pour diffamation contre ces propos indignes qui n'honorent pas la démocratie.

PS29

Chiffre de la semaine

25

C'est le nombre maximum d'élèves par classe de CP, CE1 et CE2 que prévoit la plateforme des candidats socialistes aux Législatives.

Quelles mobilités en 2040 ?

En quoi consiste le progrès ? Se déplacer plus ? Ou se déplacer moins ? Aller plus vite ? Ou plus loin ? Le 25 mai, la Région Bretagne organisait un colloque, au Quartz à Brest, pour anticiper les évolutions dans le domaine des mobilités pour la Bretagne, à l'horizon 2040.



Près de 150 personnes à Brest

« **Nous sommes engagés dans une démarche prospective collective intitulée CopBreizh** », explique Laurence Fortin. « **Il s'agit de décliner la Cop21 au niveau régional et de mettre en application les principes du développement durable.** » Dans le même temps, la loi NOTRe prévoit que toutes les régions devront, d'ici trois ans, avoir élaboré un STRADET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires). **« Nous voulons associer les**

Bretonnes et les Bretons à l'élaboration de la Bretagne de 2040 », insiste la vice-présidente de la Région.

« **Ce n'est vraiment pas un hasard si la Région a choisi d'organiser ce colloque sur les mobilités à la pointe ouest de la Bretagne** », a insisté Gérard Lahellec.

« Nous voulons associer les Breton.ne.s à l'élaboration de la Bretagne de 2040. »

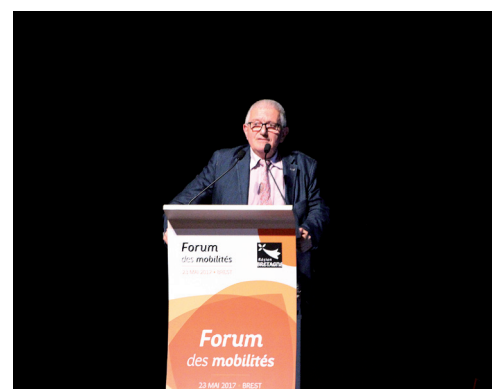
La question des mobilités doit être envisagée dans sa globalité mais surtout dans sa complexité. Car les intérêts ne sont pas les mêmes et, pour la même personne, les besoins peuvent évoluer.

Il convient donc, pour les élu.es en charge de l'intérêt général, de prendre en considération les principaux enjeux. **« La seule question que nous devons nous poser, lorsque nous prenons des décisions dans le domaine des transports, est : quel sera l'impact pour la prochaine génération ? »**, a résumé Gérard Lahellec.

L'un des enjeux est donc l'impact des déplacements sur la pollution ou l'émission de gaz à effet de serre. Il faudra donc privilégier les modes de transport propres (gaz, électricité, hydrogène...) en prenant soin de prévoir les infrastructures nécessaires.

Pour anticiper les mobilités en 2040, il faut aussi tenir compte de l'allongement de l'espérance de vie et donc la nécessité de prévoir des modes de déplacement adaptés aux personnes âgées.

La question des mobilités trouve des réponses dans de meilleurs moyens de transports mais aussi dans le développement du très haut débit et de toutes les applications qui en découlent comme la visio-conférence ou les consultations médicales à distance. En sachant que nous n'en sommes qu'au balbutiement de ces nouvelles techniques à distance.



Gérard Lahellec

La journée du 25 mai a permis de mettre en lumière les enjeux auxquels notre Région sera confrontée dans les années qui viennent afin d'ajuster les réponses que doivent apporter les collectivités.

Comment nous déplacerons nous en 2040 ?



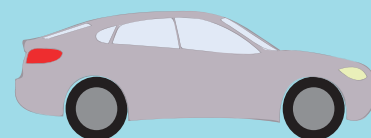
À vélo

Dans les micro-trottoirs réalisés pour ce colloque, les Bretonnes et les Bretons prédisent une progression de l'usage du vélo dans l'avenir. De fait, les ventes de vélos électriques, grâce à la prime mise en place par Ségolène Royal, ont augmenté de 30 %.



En téléphérique

Les mobilités de demain s'inventent aujourd'hui. Avec pragmatisme. Le téléphérique peut être une solution pour traverser des cours d'eau en milieu urbain, comme à Brest. Pour traverser la Penfeld, un pont aurait coûté 70 millions tandis que le téléphérique n'a coûté que 19 millions.



En voiture

Les Bretonnes et les Bretons continueront à se déplacer en voiture en 2040 mais à quoi ressembleront-elles ? Seront-elles électriques ? À Hydrogène ? Faudra-t-il encore les conduire ou seront-elles totalement autonomes ? Et faudra-t-il les acheter ? Les louer ? Ou les partager ?



Isabelle Thomas met les points sur les i

« **Le développement durable mérite mieux que des postures.** » Dans une tribune publiée dans *Marin*, le 21 mai, la députée européenne bretonne, Isabelle Thomas, a mis les points sur les i.

Le 27 avril dernier, le Parlement européen a voté un rapport visant à soutenir les pêcheurs des Régions ultrapériphériques de l'Union, longtemps oubliés des mesures de solidarité prévues par l'article 349 du traité. Cet acte de solidarité relevait de l'évidence, au regard des grandes difficultés économiques et sociales, mais aussi du déficit d'investissement auxquels ces régions sont confrontées.

« Parmi ses recommandations, le rapport prévoit le soutien au renouvellement des bateaux de pêche. Parlementaires de tous bords, nous avons pris toutes les précautions écologiques et environnementales en formulant cette proposition », précise l'eurodéputée bretonne.

Pourtant, et c'est l'objet de la mise au point d'Isabelle Thomas : « comme toujours dans les débats tenant la pêche, les cris d'orfraie n'ont pas tardé du côté de certaines ONG environnementales. Quelques-unes d'entre elles ont immédiatement pris les armes contre la proposition, croyant y déceler un encouragement à la "surpêche", une tentative de "réintroduction de subventions à la construction" et un "cheval de Troie

des industriels". Des accusations d'une malhonnêteté intellectuelle à la limite de la paranoïa, que la simple lecture du texte suffisait à balayer.

Je veux dénoncer ici les méthodes de ces groupuscules. Je les considère dangereuses. Au quotidien, ces individus ne font qu'instrumentaliser les pulsions de l'opinion, au détriment de la raison, et s'avèrent incapables d'admettre la pertinence d'une position qui n'est pas la leur.



« Ces groupuscules sont dangereux »

En mettant continuellement en doute la responsabilité des parlementaires et la sincérité de leurs prises de position, elles alimentent la défiance envers le politique. Leur militantisme des beaux quartiers, même guidé par des convictions louables, n'en vient pas moins renforcer le poison de l'antiparlementarisme. Quoiqu'on en dise, une grande majorité des élu.es s'investissent dans leurs dossiers, en conscience. Il n'est pas juste d'avilir à ce point leur travail. »

En savoir plus

Nos candidat.es en campagne



Mardi 6 juin :

- Gwenegan Bui en réunion publique à 18h30, salle du Rouallou à Pleyber-Christ.
- Chantal Guittet en réunion publique à 18h30, salle de l'Auditorium de l'Awena à Guipavas.
- Patricia Adam en réunion publique à 19h00, Centre social de Pen ar Créach à Brest.

Mercredi 7 juin :

- Gwenegan Bui en réunion publique à 18h30, salle St Ildut à Sizun.
- Chantal Guittet en réunion publique à 18h30, salle Ty an oll à Plouescat.
- Patricia Adam en réunion publique à 19h00, salle Pierre Corre de Lambézellec à Brest.
- Jean-Luc Bleunven en réunion publique

à 20h00, salle Tanguy Malmanche à Plabennec.

- Michaël Quernez en réunion publique à 20h00, espace Benoite Groult, Coat Ker à Quimperlé.

Jeudi 8 juin :

- Gwenegan Bui en réunion publique à 18h30, salle de la mairie à Morlaix.
- Chantal Guittet en réunion publique à 18h30, salle municipale à Landerneau.
- Patricia Adam en réunion publique à 19h00, Patronage laïque Sanquer à Brest.

Candidat.es sur Twitter



Vous pouvez suivre les campagnes de nos candidats sur Twitter :

- @JJUrvoas @P_AdamAN @Jean-LucBleunven @gweneganbui2017 @Guittet2017 @Florence_Crom et @Michaelquernez

À l'asso le 1^{er} juillet



Le Conseil départemental du Finistère organise les États généraux de l'engagement associatif et du bénévolat, le samedi 1^{er} juillet à Quimper, campus Pierre Jakez Hélias.

Dans le Finistère, plus de 150 000 bénévoles sont engagés dans 12 000 associations aussi multiples que variées.

Le but de la journée du 1^{er} juillet, qui accueillera tout le monde associatif finistérien, est de récolter la parole des associations en vue de réaliser un livre blanc finistérien de l'engagement associatif et du bénévolat qui sera présenté en fin d'année 2017.

Par cette démarche, le Conseil départemental souhaite offrir au territoire finistérien un temps de réflexions, d'interactions et de rencontres sur le thème de l'engagement citoyen dans sa globalité.

Agenda

11 juin

8h00 - 18h00 : Premier tour des Législatives.

18 juin

8h00 - 18h00 : Deuxième tour des Législatives.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

 CPPAP 1217 P 11428
 N° 1190 - Vendredi 2 juin 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
 26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
 Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

 Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
 Tél. 02 98 43 44 39
 13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

 Impression : Presses Associatives du Finistère
 Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

 Abonnement papier

 Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

 Chèque à l'ordre de :
 Fédération du Finistère
 du Parti Socialiste

Royaume-Uni : les enjeux du 8 juin

Michael Vincent

Le lâche attentat de Manchester du 22 mai a interrompu la campagne électorale pour les élections législatives anticipées du 8 juin. Ces élections peuvent avoir des conséquences sur l'unité du Royaume-Uni, nous explique Michael Vincent, secrétaire de la section de Londres.

Cap Finistère : Comment s'est comportée la classe politique britannique après l'attentat de Manchester ?

Michael Vincent : Les Britanniques n'ont pas fait défaut à leur réputation : ils sont restés très pragmatiques et flegmatiques. Dès l'annonce de l'attentat, les partis politiques ont suspendu leur campagne, alors que l'élection aura lieu dans deux semaines. Le pays est évidemment sonné et en deuil, mais la classe politique a su garder son sang-froid et sa dignité plutôt que de verser dans la polémique comme c'est parfois le cas en France. Pourvu que cela dure.

Cap Finistère : Quel est l'enjeu des élections législatives du 8 juin prochain ?

Michael Vincent : Comme trop souvent, les conservateurs utilisent les élections pour régler des problèmes internes à leur parti. Alors que vont s'engager les négociations sur le Brexit, Theresa May veut renforcer encore sa majorité pour avoir les mains libres et négocier sur la ligne du hard Brexit, sans concession. Il faut noter que le UKIP s'est totalement effondré depuis le départ de Nigel Farage.

Cap Finistère : Il semble que le Brexit n'a pas d'impact sur l'économie britannique.

Michael Vincent : Pas encore mais cela arrive. N'oublions pas que le Royaume-Uni est toujours dans l'Union ! C'est là aussi un élément qui explique la précipitation de Theresa May pour convoquer des élections anticipées :

les effets commencent seulement à se faire sentir. Certes la livre s'est dévaluée dès le lendemain du vote. Mais c'est désormais l'inflation qui augmente significativement et pourtant les négociations ne sont pas encore engagées. Il y avait urgence à convoquer de nouvelles élections.



Cap Finistère : Dans quel état les travaillistes abordent-ils ce scrutin ?

Michael Vincent : Les derniers sondages laissent apparaître une progression des intentions de vote en leur faveur. Mais le parti reste divisé entre les travaillistes des villes, et en particulier de Londres, dont la figure emblématique est son maire, Sadiq Khan, et les travaillistes du reste du pays. Jeremy Corbyn a clairement tourné la page du New Labour de Blair : il propose de taxer tous les revenus au-dessus de 80 000 livres. Mais sa ligne souverainiste pourrait démobiliser ou faire fuir une partie de son électorat, vers les « lib dem » qui sont les seuls à assumer une position pro-européenne.

Cap Finistère : L'éventuelle autonomie de l'Écosse est-elle toujours à l'ordre du jour ?

Michael Vincent : Plus que jamais. Compte tenu du Brexit, la donne a changé depuis le référendum de 2014 et Nicola Sturgeon, la première ministre écossaise du SNP ne cache pas son intention de négocier avec l'UE en cas de hard Brexit. Il faut aussi regarder avec attention du côté de l'Irlande : ce ne sont encore que des murmures mais, petit à petit, l'idée d'une éventuelle réunification revient avec insistance. Il faudra donc regarder avec beaucoup d'attention les résultats des Législatives en Ulster.

En campagne !

À Plougonven



À Plabennec



À Pont l'Abbé

À Landivisiau



À Brest



À Quimper



À Concarneau